

**Catherine Quiminal**

**Professeure Université Denis Diderot**

**URMIS**

### **Introduction à la table ronde n°3 :**

#### **Les dimensions socioculturelles des migrations internationales de retour**

L'objectif de cette table ronde est d'identifier et d'analyser les différentes formes d'implication des migrants dans leur société d'origine. Acteurs socio-politiques porteurs de changements ou garants de la pérennité fragilisée de l'ordre social local, les migrants, que leur retour soit réalité ou nostalgie, présence physique ou absence compensée, entretiennent, construisent, inventent des relations avec ceux qu'ils ont quittés qui les considèrent et qu'ils considèrent comme étant des leurs ; même s'il faut immédiatement ajouter que la rupture que constituent les départs, résidence, travail, installation à l'étranger, jettent la suspicion sur ceux qui sont partis et manifestent la défiance de ces derniers à l'endroit de ceux qui sont restés.

Les liens construits en situation migratoire se jouent à plusieurs niveaux : familial, économique, religieux, social ou politique, à l'échelle d'un village, d'une ville, voire d'un Etat. Ils s'imposent selon des modalités variées : liens affectifs, nouveaux comportements socio-culturels : consommation, rapport à la scolarisation et à la professionnalisation des enfants, attitudes face à la santé, pratiques linguistiques. Ils revêtent des formes organisées plus ou moins structurées : réseaux, associations (religieuses, de développement...) groupements de femmes, ONG, Partis politiques.

Ces relations sociales de la mobilité peuvent être source de nouvelles alliances au niveau local, de négociations serrées, de conflits. Se pose alors la question de savoir comment le retour est-il négocié, construit ou non, individuellement ou collectivement. A quelles conditions les migrants peuvent-ils pratiquer leur citoyenneté, jouer un rôle dans les politiques de décentralisation, se constituer en élite politique d'un nouveau type grâce aux compétences et aux savoirs acquis hors de leur pays d'origine. Comment se positionnent-ils dans

l'articulation entre développement local et migrations internationales, dans les conflits qui opposent anciennes hiérarchies, dépendance à des personnes et Etat de droit, citoyenneté, bien public, intérêt collectif... ?

Face au foisonnement des questions posées quant aux effets déstructurants et structurants des migrations nous avons privilégié dans cette table ronde quelques thèmes centraux et des problématiques en rapport avec les nouveaux modes de circulation afin de mettre en lumière la complexité aujourd'hui plus qu'hier du champ transnational. D'une part les migrants attestent d'une accumulation, d'un enrichissement des savoirs faire de la mobilité, d'autre part les sociétés de départs, tout particulièrement celles qui sont touchées par des départs nombreux, apprennent à gérer l'intermittence des présences, les liens à distance, espace et temps recomposés (développement des moyens de transports, de communication : fax, téléphone, Internet jouent un rôle essentiel dans le maintien des liens affectifs, économiques ou politiques).

Si la mobilité des hommes continue à inquiéter les Etats, elle se « banalise » dans la société civile. Elle devient la norme, trouve ses normes d'autant plus facilement que les nouveaux comportements ou les nouvelles valeurs des migrants sont aussi ceux auxquels aspirent de larges fractions de ceux qui sont restés notamment les femmes et les jeunes (le rôle de la télévision est ici indéniable).

Il ne s'agit cependant pas d'opposer des sociétés de départ « en retard » à des sociétés modernes mais de saisir comment les deux termes de la relation sont pris, chacun à leur manière, dans la modernité et répondent aux contraintes qu'elle impose sans oublier que ce mouvement reste inscrit dans des rapports d'inégal développement, a un coût humain extrêmement élevé. Le tiers monde « banlieue de l'occident » au sens que donne à cette expression A. Sayad, où les pays riches puisent une main d'œuvre bon marché, d'autant plus qu'elle est souvent illégale et, de ce fait, hors des systèmes de prélèvements de la protection sociale. L'augmentation du nombre de femmes migrantes venues seules dans les pays d'Europe, employées dans la domesticité est à cet égard tout à fait significative. Un véritable système de migration de travail, souvent relayé par les églises chrétiennes garantes de la moralité de ces jeunes femmes (Philippines, Amérique Latine, dans une moindre mesure Afrique) est en train de se développer. Ces employées de maison, parfois mère de famille, voire chef de famille, dans leur pays, permettent à leurs « patronnes » de travailler à l'extérieur. les migrantes deviennent ainsi l'instrument d'un « Wel fare privé » au prix de relations d'exploitation, de domination non exemptes de racisme. Les effets de ce type de

migration sur l'intégration des sociétés de départ et les processus d'exclusion, de stigmatisation sont encore peu étudiés.

Néanmoins la variété des situations dans lesquelles se trouvent, se retrouvent les migrants et les migrantes, les innovations dans la gestion de l'absence, les transformations qu'elles induisent dans les pays de départ ou tout au long d'une chaîne migratoire multipolaire, ont donné lieu à un nombre significatif de travaux.

Quasiment tous les flux migratoires d'une certaine ampleur, toutes les zones géographiques où ils se déploient, ont été étudiés du point de vue qui nous intéresse ici, celui de la relation maintenue.

A l'intérieur de l'Europe on pense aux travaux de S. Palidda, G.Campani, M.Catani pour l'Italie, de Y. Charby, M. Hily, M.Poinard pour le Portugal, pour le Magrheb aux travaux initiés par G.Simon, M. Charef, pour Afrique de l'Ouest ceux menés au sein de l'URMIS, CH.DAUM, C.Quiminal, M.Timera, pour le Pakistan à ceux de P.Werbner, en Chine E. Alles, J.Chevrier. Les travaux portant sur les amériques tant du Nord que du Sud sont également nombreux R.Bach, L.E.Garzino, A.Portes aux USA, au Mexique G. Durand, L.Faret diverses équipes de l'IRD notamment A.Quesnel. Pour n'en citer que quelques uns.

La majeure partie de ces travaux traite des « retours » au point de départ bien que, récemment, certains chercheurs, parallèlement à la multipolarisation des réseaux, portent leur attention sur des grandes villes où les investissements de migrants permettent la migration des ruraux vers la ville en leur offrant des emplois (commerces d'objets importés, gérance de logements, restauration).

Le choix des interventions dans cette table ronde répond à plusieurs critères. Il s'est agi de rendre compte de la complexité du champ, de la diversité des niveaux de transformation et de leur imbrication. Tous les intervenants ont suivi les parcours migratoires d'un bout à l'autre de la chaîne.

Il est important de souligner ici la difficulté et souvent le coût des terrains construits à partir d'un espace recomposé. Ces terrains requièrent une collaboration, des liens spécifiques, des échanges avec les migrants et avec les chercheurs des pays de départ, la connaissance et mise à disposition des textes, revues, enquêtes faites dans ces pays, souvent celle des langues locales.

Nous avons, pour cette table ronde, abandonné toute prétention au comparatisme, au contraire notre intention a été de privilégier la diversité des zones géographique : Inde :Kerala/ pays du Golfe persique, Bangladesh : Sylhet/Londres, Afrique de l'Ouest : Sénégal Mali/ France,

Chili/France et celle des relations ou rapports sociaux à travers lesquels les retours sont appréhendés.

F Jedlicki, à partir d'une enquête menée au Chili auprès des « retornados » notamment ceux qui, nés en France, rentrent sans être jamais partis, aborde la question de la transmission intergénérationnelle d'une identité culturelle fortement ancrée dans le passé politique des parents. Son intervention porte sur les représentations, la mémoire mais aussi sur la place de la politique dans les processus d'intégration des retornados. Du Chili rêvé au Chili vécu comment affronter, voire retourner, les stigmates qui pèsent y compris sur les enfants de ceux qui sont considérés comme ayant abandonné le pays aux moments les plus difficiles.

Ce point de vue négatif sur l'émigration n'est pas le seul fait des autochtones. CH. Daum critique certaines analyses, rejoignant des prises de position officielles de certains organismes français, selon lesquelles l'absence des uns entraînerait inéluctablement une dégradation de l'économie locale, faisant de ceux qui restent des assistés.

En contrepoint il présente les modalités à travers lesquelles des Maliens se structurent en France afin de rester présents au Mali. Leurs interventions économiques visent le développement de leur région. Elles s'inscrivent également dans le processus de décentralisation en cours au Mali depuis plus de 10 ans grâce auquel les migrants revendiquent une pleine et entière citoyenneté pour chacun de leur membre. Par leurs actions dans la Région de Kayes ils entendent être reconnus comme citoyen à part entière et non comme simple bailleurs de fonds. D.Garbin articule l'expérience de la diaspora du Bangladesh en Angleterre et dynamiques religieuses afin de comprendre les différents usages du territoire d'origine, les processus de réintégration à ce territoire, enfin les tensions entre mobilité et sédentarité qui président à la recomposition de la citoyenneté en situation diasporique..

Au Kérala, Venier analyse les effets sur les rapports de genre de la migration massive des hommes dans les pays du Golfe persique. Elle contribue à l'autonomisation des femmes qui se retrouvent en position centrale dans la mise en œuvre des stratégies d'ascension socio-économique de la famille.

Enfin Mahamet Timera présente cette nouvelle figure de l'immigré retraité de retour dans son pays natal, ayant acquis la nationalité française au cours de son séjour en France aboutit à l'émergence d'une catégorie nouvelle celle des binationaux en l'occurrence le « Franco Sénégalais. Cette construction contraire à l'idéologie républicaine dans ses principes tout du moins, pose la question de la gestion par les autorités françaises en territoire étranger de ces citoyens expatriés. Que faire avec ces français suspects, sommés de prouver la légitimité et la

légalité de leur appartenance ? L'existence de cette population française au Sénégal traduit les bouleversements sociologiques ethnico-raciaux que produisent l'émergence de ces nouveaux citoyens français.

Nouvelles formes de citoyenneté, nouveaux statuts, nouveaux rapports de genre, économie, politique, religion sont autant d'entrées pour traiter de la question des liens entretenus pas la migration avec le pays de départ. Chacun des intervenants dans ses travaux prend en compte l'imbrication des relations à l'œuvre dans la mobilité. J'entends les remercier de s'être pliés aux exigences découlant de la conception de cette demi journée.